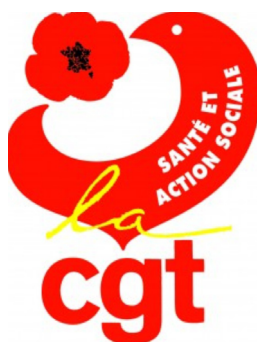




Les Fédérations Nationales CGT des Personnels des Organismes Sociaux, de la Santé et des Industries Chimiques appellent à la grève et à se mobiliser massivement le 29 octobre prochain date de l'ouverture des débats à l'Assemblée Nationale sur le Projet de Loi du Financement de la Sécurité Sociale 2025. Face à un gouvernement et au grand patronat sans foi ni loi qui font le choix d'une politique de mise mort de notre modèle social, nous n'avons pas d'autre choix que celui de combattre les nouvelles mesures régressives prévues dans le PLFSS 2025. Sous le diktat d'un patronat avide de toujours plus de profits, ce gouvernement comme les précédents assèche les recettes de la Sécurité sociale avec comme objectif la financiarisation de la protection sociale et la marchandisation de la santé. Celui-ci par son programme d'austérité qu'il veut imposer, va lourdement aggraver la situation des hôpitaux publics qui sont déjà à l'agonie. L'ensemble de notre système de santé et de protection sociale qui n'arrive plus à répondre aux besoins de la population faute de moyens.

Ce sont aussi des mesures de régressions sociales pour la population :

- La hausse du ticket modérateur à la charge du malade qui passerait de 30% à 40% pour une consultation chez le médecin portée à 30 euros et la baisse programmée du remboursement des médicaments passant de 70 % à 60 %
- La mise en place d'un jour de carence d'ordre public pour les arrêts maladies qui ne peut pas être indemnisé ni par la Sécu, ni par l'employeur ou la prévoyance
- La modification du calcul des indemnités journalières qui vont baisser et être déconnectées du salaire.



Cette politique d'austérité sonne le glas de notre système de Sécurité sociale protecteur face aux aléas de la vie, solidaire, indépendant du marché et qui garantit des droits pour nous plonger dans un système à l'Américaine. Un système dans lequel les malades ne peuvent pas se soigner s'ils sont pauvres à moins d'être tirés au sort dans des loteries pour bénéficier de soins gratuits et où les retraités doivent continuer à travailler indéfiniment, leurs pensions étant bien trop faibles pour vivre. Ce système où les entreprises pharmaceutiques créent des pénuries de médicaments pour toujours plus de profits

Voilà le système auquel nous mène tout droit la politique néo libérale du gouvernement Barnier si nous le laissons faire. Un système à deux vitesses dans lequel la santé et la retraite représentent avant tout une manne à profits pour les places boursières. Les scandales des EHPAD et des crèches privées, des fonds de pensions américains de retraite, des entreprises du médicaments, des anciens hôpitaux rachetés par des fonds privés doivent nous alerter sur la dangerosité d'un tel changement de système.

La Sécurité sociale et notre système de santé sont des biens communs de progrès social qui ne peuvent pas être vendus à des groupes à la recherche de dividendes pour leurs actionnaires. Pour la CGT, nous devons nous battre contre cette marchandisation et retrouver une Sécurité sociale financée par la cotisation sociale, gérée par les représentants travailleurs et qui répondent aux besoins des assurés. Une Sécurité sociale indépendante du capital.

- Nous exigeons l'abrogation de la réforme des retraites et le retour à un départ à la retraite à 60 ans dans le secteur privé à 60 ans pour une carrière de 37,5 ans avec une pension calculée sur les 10 meilleures années, pour le secteur public une pension calculée sur les 6 derniers mois de salaire et de véritables départs anticipés pour une reconnaissance de tous les métiers pénibles.
- Nous revendiquons un droit à la santé avec une prise en charge totale pour toutes et tous, sans reste à charge sur les médicaments comme sur les soins et les dispositifs de santé, en courte ou en longue maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, en situation de handicap, en ambulatoire ou en hospitalisation.
- Nous revendiquons également la création d'un pôle public de la santé englobant les médicaments et le matériel médical afin de sortir la santé de la spirale capitaliste et répondre au mieux aux besoins essentiels de santé. Celui-ci nous permettra de démarchandiser le médicament et le matériel médical, mais aussi d'avoir un outil adapté aux besoins thérapeutiques et d'en maîtriser les prix.

Pour cela nous appelons les travailleuses et travailleurs de nos secteurs à se mobiliser massivement par la grève le mardi 29 octobre 2024. Nous appelons la population à rejoindre les nombreux rassemblements et autres initiatives qui se tiendront le 29 octobre comme celui prévu en Ile de France devant l'Assemblée Nationale à de 13 h à 17 h.



ENSEMBLE LE 29 OCTOBRE 2024 DÉFENDONS NOTRE SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DE SANTÉ